

L'avenir s'annonce morose

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

13 juillet 2018

À pareille époque de l'année, l'air du temps se nourrit du souffle des vacances. Les gens pensent voyages, découvertes, farniente, excursions, la mer. Ils sont servis par un calendrier qui invite à en faire le moins possible. L'actualité se fait outrageusement sportive. Tour cycliste de Marie-Galante, de Martinique, de France, de Guadeloupe etc. Des prétextes à passer en plein jour des heures entières affalé dans un canapé devant sa télévision. Cette année, il y a le bonus Mondial de football. Avec en prime, un parcours royal de l'équipe de France. Tous les ingrédients qui devraient permettre de lâcher prise sont réunis. Difficile pourtant de clamer que nous vivons une époque formidable. L'ambiance était déjà plombée par la crise de l'eau, la contamination de nos terres par le chlordécone. Sont venus s'ajouter la pollution des sargasses et l'incendie du CHU. Nous voilà maintenant inquiets d'un avenir où il n'est prévu que des tours de vis serrés.

Après l'augmentation de la Contribution sociale généralisée (CSG), les ménages vont devoir digérer la suppression de l'abattement Dom des 30 % sur l'impôt sur les revenus. La surrémunération des fonctionnaires tient encore. Elle est toutefois désignée du doigt. Emmanuel Macron a indiqué que ce sont les collectivités qui la supprimeront. Le dossier s'avère difficile à gérer. Nombre de secteurs sans atteindre 40 % de plus, ont ajusté à la hausse leurs salaires. C'est le cas des banques, de la Sécurité sociale, des entreprises nationales EDF, Air France qui elles, n'ont pas le statut de la fonction publique. Ne pas accorder les mêmes avantages aux nouveaux embauchés sera sans doute préconisé.

Il faut toutefois garder en mémoire l'épisode de la dernière grève du Crédit Agricole où les syndicats n'ont rien cédé sur cet aspect de leurs avantages. À l'inverse d'une époque formidable nous pourrions vivre des périodes troublées. Les collectivités déjà à l'os pour avoir vécu au-dessus de leurs moyens devront elles aussi subir une purge décidée par le gouvernement. La commande publique, l'un des principaux vecteurs d'une

économie administrée subira un sérieux recul. Dans un contexte de restriction budgétaire, les dotations de l'État aux collectivités continueront à diminuer.

À l'heure des départs en vacances, difficile d'envisager des lendemains qui chantent.